
MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORETS TROPICALES
WORLD RAINFOREST MOVEMENT

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>
Éditeur: Ricardo Carrère

=====

BULLETIN 101 du WRM

Décembre 2005 - Édition française

Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais

=====

LE THÈME CENTRAL DE CE NUMÉRO : LES PLANTATIONS D'ARBRES EN RÉGIME DE MONOCULTURE

Un large éventail de gouvernements, d'institutions internationales et d'intérêts commerciaux sont en train de promouvoir dans le Sud les grandes plantations d'arbres en régime de monoculture. Les communautés locales, qui en subissent les effets, se battent pour reprendre le contrôle de leurs territoires. Au vu des conséquences négatives que ces plantations comportent pour la société et l'environnement, le WRM organisa, avec FASE-ES et GJEP, une Réunion internationale sur les plantations, laquelle eut lieu du 21 au 25 novembre 2005 à Vitória, dans l'état d'Espírito Santo, au Brésil. Cette rencontre fut l'occasion de connaître les expériences de diverses personnes dans différents pays et de discuter des problèmes associés aux plantations. Dans ce numéro du bulletin, nous présentons la version synthétique de la plupart des thèmes exposés, pour partager ces informations et analyses avec tous nos lecteurs.

Dans ce numéro:

* NOTRE OPINION

– La victoire des populations locales contre les plantations commerciales

* POUR CONTINUER D'AVANCER

– Les plantations : une rétrospective pour continuer d'avancer

* DES PAYS DIFFÉRENTS, DES PROBLÈMES SEMBLABLES

- Afrique du Sud : les plantations, de l'or vert ou un désert vert ?
- Brésil : la lutte du réseau Alerta contra o Deserto Verde
- Cambodge : les plantations et la mort des forêts
- Chili : la soif infinie des exploitants forestiers
- Équateur : l'impact de l'entreprise Eucapacific sur les gens et l'environnement
- Indonésie : l'appétit insatiable de l'industrie de la pâte
- Ouganda : la fondation FACE, le conflit du carbone et la certification du FSC

* LES « SOLUTIONS » DES ENTREPRISES : PLANTATIONS DE CARBONE ET ARBRES GM

- Le WRM et le commerce du carbone
- Les arbres GM à la réunion de Vitória

* LE LIEN AVEC LES DROITS DES PEUPLES DES FORÊTS

– L’Initiative de Mumbai–Porto Alegre pour les forêts : le lien entre la lutte contre les plantations et les options locales d’usage des forêts

* LA DÉCLARATION DE VITÓRIA

- Déclaration de Vitoria en appui des luttes des populations locales contre les plantations d’arbres à grande échelle

* NOTRE OPINION

– La victoire des populations locales contre les plantations commerciales

« La ville de Vitória, au Brésil, doit son nom à la ‘victoire’ remportée par les colonisateurs portugais contre les habitants autochtones de la région. Aujourd’hui, ce nom a un sens tout à fait différent. Les peuples indigènes Tupinikim et Guarani ont repris les terres qui leur avaient été volées par le géant de la pâte à papier, Aracruz Celulose. Ils ont été rejoints dans leur combat contre cette société et ses usines par d’autres collectivités locales et des organisations de la société civile qui, grâce à leur union, ont réussi à affaiblir son pouvoir. Ainsi, ils sont devenus un symbole de victoire pour les peuples qui, partout au monde, luttent contre des entreprises du même genre. »

Ce qui précède est le premier paragraphe de la « Déclaration de Vitória » (dont vous trouverez le texte complet dans ce même bulletin), émise le 24 novembre par les représentants d’organisations d’Afrique, d’Asie, d’Amérique latine, d’Europe et des États-Unis présents à la réunion internationale sur les plantations organisée par le WRM, FASE-Espírito Santo et Global Justice Ecology Project.

L’importance symbolique de la victoire de deux communautés indigènes « faibles » contre une entreprise « puissante » a été décisive au moment de choisir la ville de Vitória pour la réalisation de cette réunion, qui a rassemblé des personnes qui, en s’opposant à des entreprises semblables, luttent pour les droits des communautés locales dans le monde entier.

Il est important de signaler que la réunion avait aussi pour but d’identifier les raisons de cette victoire et d’autres encore, comme un moyen de renforcer la campagne mondiale contre les plantations industrielles d’arbres en régime de monoculture.

En plus des enseignements tirés de l’expérience au Brésil, les participants ont partagé les conclusions d’un certain nombre d’études de cas concernant divers types de plantations en Afrique du Sud, en Ouganda, en Équateur, au Chili, en Cambodge et en Indonésie. Ces études de cas sont résumées dans les articles ci-dessous.

D’autre part, les participants ont longuement discuté des stratégies à adopter pour confronter la nouvelle menace que posent les arbres génétiquement modifiés, lesquels pourraient même finir par être utilisés dans les plantations industrielles (voir l’article correspondant). Des questions telles que les plantations comme puits de carbone, les campagnes du Nord sur la consommation de papier, la certification et les options de rechange sur l’usage des forêts communautaires ont elles aussi été abordées.

Le plus important de tout est que les participants ont pu discuter directement avec les personnes qui luttent contre les plantations, au cours d’une visite qu’ils ont faite aux Tupinikim et aux Guarani sur leurs terres récupérées, et d’une autre à un campement du Mouvement des paysans sans terre qui se battent pour obtenir l’accès aux terres actuellement occupées par Aracruz Celulose (voir l’article sur le Brésil). Après la puanteur insupportable de l’énorme usine de pâte d’Aracruz Celulose, ces visites ont éveillé un espoir réel qu’un autre

monde est possible, comme déclare le Forum social mondial. Ce nouveau monde possible est en train de grandir à l'endroit le plus inattendu : derrière les rangs interminables et monotones des plantations d'eucalyptus.

Bien entendu, il n'est pas facile de triompher contre les plantations commerciales ; pourtant, l'exemple de Vitória montre que c'est possible. Cela peut prendre des années, comme dans le cas présent ; mais lorsque les gens ont suffisamment de détermination ils finissent, comme dans le cas présent, par remporter la victoire.

* POUR CONTINUER D'AVANCER

– Les plantations : une rétrospective pour continuer d'avancer

Les effets négatifs des plantations d'arbres sur les forêts et leurs habitants ont été signalés par le WRM depuis sa création en 1986. La « Déclaration de Penang » de 1989, qui reflétait le point de vue des membres du WRM, identifiait les plantations comme « faisant partie des politiques et des pratiques qui, au nom de la croissance, mènent au déboisement dans le monde entier ».

Ce qui précède n'était pas une « découverte » intellectuelle mais la conclusion découlant des luttes locales qui avaient lieu en Inde contre les plantations d'arbres. L'analyse de ces luttes et la décision de les appuyer aboutirent à l'inclusion du problème dans le programme du WRM.

Si, à l'époque, les plantations d'arbres étaient considérées encore comme quelque chose de positif par la plupart des organisations gouvernementales et non gouvernementales, qui les voyaient comme des « forêts plantées », un nombre croissant de collectivités affectées par elles commencèrent à réagir. Ainsi, le WRM commença à soutenir le combat contre les plantations en Thaïlande, au Chili, au Brésil, en Indonésie, en Malaisie et dans d'autres pays.

En 1993, un Atelier régional du Sud-Est asiatique sur les plantations eut lieu aux Philippines ; des gens de la région et d'Amérique latine s'y réunirent pour définir ensemble la stratégie des actions futures. Un an plus tard, lors d'une réunion du WRM sur les plantations tenue en Inde, il fut décidé d'effectuer une étude approfondie des acteurs qui encourageaient les plantations d'arbres et des conséquences de ces dernières pour la société et l'environnement. Le résultat de cette étude – le livre *Pulping the South* – devint l'outil principal de l'opposition aux plantations.

Au cours de sa réunion d'Uruguay en 1998, le WRM décida de lancer une campagne internationale contre les plantations. Cette décision se traduisit dans la Déclaration de Montevideo, qui disait : « Au vu de ces problèmes, nous nous engageons à soutenir une campagne internationale destinée à :

- soutenir les droits et les luttes des populations locales contre l'invasion de leurs terres par ces plantations ;
- faire connaître les effets négatifs des plantations d'arbres à grande échelle en régime de monoculture sur la société et l'environnement, et
- changer les conditions qui rendent possibles ces plantations.

Depuis, le WRM a soutenu l'opposition aux plantations dans un nombre toujours croissants de pays, parmi lesquels figurent le Brésil, le Chili, l'Afrique du Sud, le Swaziland, l'Ouganda, la Thaïlande, le Cambodge, le Vietnam, le Laos, l'Inde, la Colombie, le Venezuela, l'Équateur et l'Uruguay.

Les expériences concernant les divers types de plantations d'arbres dans ces pays et dans d'autres, qu'il s'agisse d'arbres à pâte, de palmier à huile ou de puits de carbone, ont été documentées et analysées par le WRM. De nombreux livres, briefings et articles ont été publiés pour partager ces expériences avec toutes les personnes affectées par les plantations.

Simultanément, le WRM a essayé activement de faire inclure le thème des plantations dans les processus internationaux tels que le Groupe intergouvernemental et le Forum intergouvernemental des Nations unies sur les forêts, la Convention sur le changement climatique et la Convention sur la diversité biologique.

Les plantations destinées à fonctionner comme « puits de carbone », encouragées par la Convention sur le changement climatique, sont un thème auquel le WRM a consacré de gros efforts. En 2000, sa position fut résumée dans la Déclaration du Mont Tamalpais, qui explique les quatre raisons principales pour lesquelles il s'oppose à l'inclusion de ces « puits » dans le Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto :

- « L'utilisation de 'puits' pour aider les pays du Nord à atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés par le Protocole de Kyoto ne peut pas favoriser l'existence d'un climat vivable, puisque ces objectifs sont en eux-mêmes insuffisants.
- L'échange d'émissions contre le carbone piégé par les arbres aggraverait la mauvaise distribution des ressources dans le monde.
- Les plantations industrielles d'arbres représentent une menace pour les communautés et les écosystèmes du monde entier.
- L'utilisation de plantations d'arbres pour 'compenser' les effets des émissions de dioxyde de carbone sur le climat est, du point de vue scientifique, une incohérence, et favorise en outre l'interférence politique extérieure sur les politiques sociales des pays hôtes. »

La même année, le WRM publiait le briefing « *Le marché du carbone : dans le sillage de nouveaux problèmes* », pour fournir au public une analyse appropriée de cette question relativement inconnue. Deux ans plus tard, le WRM créait Sinks Watch pour suivre de près et combattre l'inclusion des plantations comme puits de carbone dans le Protocole de Kyoto.

La certification des plantations d'arbres est encore un domaine d'activité important du WRM. Du fait que la certification des plantations conspirait contre les luttes des communautés locales contre ces mêmes plantations, le WRM commença à documenter des cas et à divulguer les analyses et les informations correspondantes, l'objectif principal étant d'influencer le Forest Stewardship Council. En septembre 2004, le FSC entreprit une Révision de la certification des plantations, cette initiative étant, pour une large mesure, le résultat des critiques comme celles du WRM.

Encore un nouveau problème : les arbres génétiquement modifiés. Le WRM entreprit de travailler contre la propagation dans l'environnement des arbres GM avec d'autres organisations, dont Global Justice Ecology Project et Les Amis de la Terre International. Le livre « *Genetically Modified Trees. The Ultimate Threat to Forests* » fut publié en 2004.

Pendant la réalisation de toutes ces activités, le WRM s'efforçait simultanément de promouvoir la formation de réseaux pour renforcer la campagne. Ainsi, il joua un rôle-clé dans la création du Réseau latino-américain contre les monocultures d'arbres. En Afrique du Sud, le WRM travailla en étroite collaboration avec la coalition Timberwatch et facilita l'établissement de liens avec le Swaziland voisin. Dans la région du Mékong, il apporta son soutien à TERRA pour rassembler les organisations de la région dans un réseau sub-régional. En Indonésie, il collabora avec WALHI et avec d'autres à l'organisation d'une rencontre régionale sur les plantations qui eut lieu en 2004.

Pour continuer d'avancer

Malgré toutes les activités mentionnées, le fait est que les plantations avancent toujours dans beaucoup de pays. Simultanément, de nouvelles menaces voient le jour : on construit de plus en plus d'usines de pâte dans le Sud, la consommation de papier et celle d'huile de palmiste augmentent, l'huile de palmiste et le bois des plantations sont visés comme gasoil d'origine végétale, la Convention sur le changement climatique est officiellement favorable aux plantations comme puits de carbone et aux arbres GM, les gouvernements continuent de promouvoir l'expansion des plantations.

Or, la situation a beaucoup changé à beaucoup d'égards : le public a une vision des plantations de plus en plus négative, on met en doute que les plantations soient des « forêts », il est facile d'obtenir des informations et des analyses, la certification des plantations est sur la défensive, l'opposition organisée est bien plus forte dans beaucoup plus de pays.

Dans la langue du football, en 1980 les défenseurs des plantations nous battaient 3 buts à 0. Aujourd'hui, le score est à 3-2. Qu'est-ce qu'il faut pour faire d'abord match nul et pour gagner ensuite ?

- Renforcer l'opposition locale et nationale, en réunissant tous les acteurs concernés ;
- augmenter la collaboration Sud-Sud et Nord-Sud ;
- tisser des liens régionaux et internationaux plus nombreux et plus forts ;
- faire dans le Nord des campagnes sur la consommation, sur les institutions financières internationales, sur les politiques de promotion des plantations dans le Sud ;
- faire dans le Sud des campagnes pour changer les politiques gouvernementales qui favorisent la diffusion des plantations.

L'un des objectifs principaux de la réunion internationale sur les plantations organisée à Vitória, Brésil, était de partager les diverses connaissances, expériences et idées des participants venus du monde entier, pour que ce qui précède devienne possible.

* DES PAYS DIFFÉRENTS, DES PROBLÈMES SEMBLABLES

– Afrique du Sud : les plantations, de l'or vert ou un désert vert ?

« Les gens de la campagne sont très compétents, mais ils n'ont pas de diplômes. D'autre part, ils ne parlent pas le langage 'correct'. Cette étude me permet de contribuer à l'émancipation de la communauté. Je parle pour ceux qui n'ont pas de voix, je suis engagé dans la lutte pour la dignité des nôtres », a dit John Blessing Karumbidza au début de sa présentation à Vitória. Né à Zimbabwe en milieu rural, Karumbidza est professeur d'histoire de l'économie à l'université de KwaZulu-Natal, à Durban. Timberwatch l'a chargé d'analyser les effets des plantations d'arbres sur les collectivités rurales de la province de KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud.

Si les conséquences pour l'environnement ne faisaient pas spécifiquement partie de la recherche, Karumbidza a signalé quand même que « les considérations et les effets d'ordre environnemental recouvrent tout, car elles concernent les aspects sociaux, culturels et économiques. Dans la vie rurale de la région il est difficile de séparer les thèmes sociaux, culturels, économiques et politiques des thèmes environnementaux, comme il est difficile de les séparer l'un de l'autre ».

L'industrie des plantations d'Afrique du Sud affirme qu'elle crée des emplois. Lorsqu'elle renvoie des travailleurs et fait appel à des sous-traitants pour qu'ils fassent le travail (à des salaires plus bas), elle appelle cela « émancipation ». Elle affirme qu'elle développe les infrastructures, les routes par exemple. Elle affirme qu'elle met de l'argent dans les poches des paysans et qu'elle fait une contribution substantielle à l'économie du pays. Elle affirme qu'elle préserve l'environnement.

Les recherches de Karumbidza dévoilent une histoire différente, faite d'expulsions, de réinstallations et de dislocations. Les communautés expulsées pour faire de la place aux plantations ont reçu des indemnités insuffisantes ou inexistantes. Dans leur nouvel emplacement, les terres disponibles étaient exiguës.

La communauté de Sabokwe, à Richards Bay, est aujourd'hui complètement entourée de plantations d'eucalyptus. Un membre de la communauté les a décrites comme « un océan de néant ». « Nous nous sentons cernés, installés si près de ces plantations si énormes », a dit à Karumbidza un paysan de Sabokwe.

« Nous pleurons parce que nos enfants n'ont pas de vêtements ni de chaussures », a dit un autre. « La vie est difficile depuis que les arbres sont venus. »

Les paysans s'inquiètent parce qu'ils n'ont pas assez de terres. Ils ne peuvent pas cultiver assez d'aliments pour vivre ; les jeunes pensent que, lorsqu'ils grandiront, leurs parents n'auront pas de terre à leur donner.

Mme. Ziqubu, l'une des aînées de Sabokwe, a raconté à Karumbidza les problèmes qu'ils ont au sujet de l'eau : « le problème est que nous rivalisons avec ces plantations pour l'eau. Elles en consomment beaucoup. Je me rappelle qu'en 1996, quand nous sommes venus, le ruisseau à côté du jardin coulait en permanence, parce que les eucalyptus n'étaient pas là ».

« Le problème de l'eau est aussi grave que la disponibilité de terres », a-t-elle continué. « Vous avez beau avoir un champ, sans eau, on ne peut pas y faire grand-chose. Donc, nous sommes là, au milieu d'un désert créé par l'industrie des plantations. »

Slovoville est un campement de squatteurs situé près de la ville de KwaMbonambi. Quelque 2 000 personnes y habitent, dans des maisons minuscules faites de chutes de bois, de plastique noir, de pneus et de tout ce que les gens peuvent trouver. Il y a une seule colonne d'alimentation d'eau pour toute la communauté.

Les premiers à s'installer à Slovoville sont venus dans les années 1980, pendant la frénésie d'achat de terres de Mondi et Sappi. Les agriculteurs blancs ont vendu leurs terres, ils ont pris l'argent et ils sont partis. Les noirs qui avaient travaillé dans ces établissements n'avaient nulle part où aller, sauf dans des campements de squatters comme celui de Slovoville. Depuis, d'autres les ont rejoints, même des gens du Mozambique venus en Afrique du Sud en quête de travail, et ceux qui fuyaient la violence politique en Zululand.

Ni Mondi ni Sappi ne reconnaissent leur responsabilité à l'égard des habitants de Slovoville. Lorsqu'un incendie y a fait rage, aucune des entreprises n'est venue en aide, elles n'ont même pas donné de poteaux pour la reconstruction des maisons.

En novembre 2005, Timberwatch a organisé une réunion avec les représentants des communautés et des ONG locales, dans le but de commenter le travail de Karumbidza. Après sa présentation, Karumbidza a demandé si les communautés tiraient un quelconque bénéfice des plantations d'arbres. Aucun des présents n'a pu imaginer un seul avantage. « Les plantations ont apporté la famine, et non des bénéfices », a dit un paysan. « Il ne faudrait pas qu'il y ait des plantations près de la communauté ou près du village », a ajouté un autre. Ils ont présenté une liste des problèmes causés par les plantations, où figuraient les effets sur l'eau, la réduction des pâturages et des terres cultivables, la dégradation du sol, la diminution du nombre d'arbres indigènes, d'arbres fruitiers et de plantes médicinales, et le fait que les plantations sont un refuge où les délinquants viennent se cacher.

Au cours de la discussion, une paysanne a expliqué que même ceux qui ont travaillé pendant vingt ans pour les plantations n'en ont pas tiré profit. « Ils n'ont pas de bonnes choses ni de biens achetés grâce à leurs salaires, aux contrats qu'ils ont passés, ils n'ont rien », a-t-elle dit. « Nous devrions nous débarrasser de ces plantations. »

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de

– Brésil : la lutte du réseau Alerta contra o Deserto Verde

La dernière rencontre internationale du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, organisée pour faire le bilan de ses activités et reformuler ses stratégies de lutte contre les plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture, a eu lieu à un endroit symbolique : l'État d'Espírito Santo, au Brésil.

En effet, c'est dans cet État qu'est né, en 1999, un réseau de résistance contre les plantations d'eucalyptus, *Rede Alerta contra o Deserto Verde*. Le réseau s'est constitué à partir de la lutte concrète des communautés qui subissent les impacts des plantations d'eucalyptus, auxquelles sont venus se joindre de nombreux citoyens,

institutions, mouvements sociaux, organisations pastorales et églises, décidés à appuyer ce combat et convaincus qu'il faut résister au modèle actuel de développement, centré sur les grands projets d'accaparement de terres et de revenus, comme c'est le cas de la production de pâte d'eucalyptus pour l'exportation. Ce modèle, qui sépare l'être humain de la nature, donne naissance aux dénommés « déserts verts », ces énormes plantations où il y a des arbres de croissance rapide mais pas d'autres plantes, pas d'animaux et pas de gens.

L'année 2005 a été fertile pour le réseau Alerta contra o Deserto Verde ; il y a eu de grandes mobilisations contre les plantations industrielles d'arbres, surtout à Espírito Santo, et des combats pour la terre menés par les communautés autochtones Tupinikim et Guarani et le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST).

Le programme de la rencontre incluait des visites au cours desquelles les participants ont connu le village Córrego do Ouro, dans la municipalité d'Aracruz. Ce village a été reconstruit à l'intérieur des 11 009 hectares de terres des Tupinikim et Guarani qu'ils ont eux-mêmes délimitées en mai de cette année. Le nouveau village est déjà habité par quatre familles Tupinikim. Ils n'ont pas d'eau ni de lumière, et peu de chose à manger, mais ils sont pleins d'espoir et veulent montrer dans la pratique la viabilité de l'option pour laquelle ils luttent : remplacer les plantations d'eucalyptus par des cultures vivrières et des arbres indigènes, et créer les conditions nécessaires pour vivre en liberté.

Les leaders autochtones ont raconté comment la monoculture de l'eucalyptus dans leur territoire avait perturbé leur conduite, leurs traditions et leur style de vie, et détruit la nature dont ils dépendaient pour survivre. Ainsi, ils avaient été forcés de passer un « accord d'aménagement forestier » avec Aracruz Celulose. Ces accords sont, au niveau mondial, la stratégie la plus récente du secteur papetier pour « intégrer » les producteurs ruraux à l'agro-industrie de l'eucalyptus et de la pâte à papier.

Les indigènes Tupinikim et Guarani continuent de se battre pour obtenir la démarcation officielle de leurs terres, que le gouvernement fédéral n'a pas encore accomplie. Ils ont besoin du soutien de tous dans ce bras de fer avec le plus grand producteur mondial de pâte d'eucalyptus.

Lors de la deuxième sortie, les visiteurs ont pu connaître un autre exemple concret, concernant cette fois la lutte des paysans sans terre. Dans le campement de Vila do Riacho, municipalité d'Aracruz, plus de 100 familles occupent depuis le mois de septembre une étendue de 8 500 hectares qui appartient à Aracruz Celulose. Les occupants sont des travailleurs que l'agro-industrie a expulsés de leurs terres ; ils rêvent de retourner au milieu rural et de produire leur propre nourriture.

Rien qu'à cet endroit, il y aurait de la place pour l'établissement de 400 familles au moins. Il faut souligner qu'en ce moment, le gouvernement fédéral et celui de l'État d'Espírito Santo seraient en train d'analyser, comme ils l'avaient promis, la zone en question, pour déterminer si elle est productive et quelles sont les « terres fiscales » – des terres sans documentation qui appartiennent légalement à l'État – à l'intérieur de ces 8 500 hectares. Les « terres fiscales » ne peuvent pas être transférées à des entreprises privées mais doivent être affectées à des fins sociales, c'est-à-dire à la réforme agraire.

La résistance du MST éveille l'espoir de ces familles. Elles racontent les poursuites qu'elles ont subies pour avoir ramassé des déchets d'eucalyptus dans les plantations de l'entreprise. Avec ce bois, ces familles produisent du charbon pour contribuer à la subsistance de leurs enfants. Elles parlent avec dignité et fermeté de l'importance de l'organisation quand il s'agit de lutter contre le modèle de développement de la campagne brésilienne, c'est-à-dire le latifundium et l'agro-industrie.

L'organisation est la voie pour que les communautés qui subissent les conséquences du désert vert défendent leurs droits et montrent à la société que, si les grands projets industriels comme celui d'Aracruz Celulose sont pervers et sans avenir, il existe en revanche d'autres options, justes et possibles, qui peuvent surgir de l'articulation et de l'échange entre les personnes privées de terres : les autochtones, les travailleurs sans terres, les paysans et les *quilombolas* (descendants d'esclaves). Le réseau Alerta contra o Deserto Verde se veut un espace pour le partage d'expériences et le renforcement de la lutte de ceux qui résistent.

– Cambodge : les plantations et la mort des forêts

Les promoteurs des plantations industrielles d'arbres allèguent qu'il s'agit d'un « reboisement », qu'elles élargissent la superficie des forêts, fournissent du travail aux gens des lieux et diminuent la pression sur les forêts naturelles. La réalité de ce qui se passe au Cambodge met au clair que ces arguments ne sont que de la propagande.

Le premier ministre du Cambodge, Hun Sen, a donné en concession de vastes étendues de terres, surtout à des relations d'affaires et à des amis. Nombre d'entre elles dépassent la limite de 10 000 hectares que le code foncier 2001 définit comme superficie maximale.

En novembre 2004, le représentant spécial des Nations unies pour les droits de l'homme au Cambodge, Peter Leuprecht, a publié un rapport où les concessions de terres sont examinées du point de vue des droits de l'homme. Dans le préambule, Leuprecht a écrit : « La situation que j'ai trouvée m'a choqué. Les droits que l'on accorde aux entreprises sur les terres sont très semblables aux droits de propriété. Pourtant, elles se soucient très peu ou pas du tout du bien public, et contribuent très peu ou pas du tout au revenu de l'État. Ma conclusion est que les politiques adoptées sont erronées ; elles ne diminuent pas la pauvreté au Cambodge, et permettent que les ressources naturelles du pays continuent d'être pillées. »

Des recherches récemment conduites dans les provinces de Koh Kong, Pursat et Kompong Chhnang pour le compte du WRM ont confirmé l'existence de ces problèmes.

La première nouvelle que les communautés locales ont eue sur le projet de planter 18 300 hectares d'acacias dans le parc national de Bokum Sakor, c'est lorsqu'un convoi de camions, de bulldozers et d'excavatrices est arrivé en grondant dans le parc, en mars 2004. L'entreprise concessionnaire, Green Rich (dénommée à présent Green Elite) appartient à la Freeland Universal Limited, une société inscrite dans les îles Vierges britanniques qui a ses bureaux à Hong-Kong. Les bureaux de Hong-Kong d'Asia Pulp and Paper figurent à la même adresse.

Green Rich a installé un campement dans le parc, dans une forêt de *melaleuca* située sur la rive sud du fleuve Prek Khai. Les travailleurs ont commencé à défricher la forêt, à construire des bureaux et des maisons et à bâtir les fondations d'une usine de particules de bois. Green Rich n'avait pas les autorisations prévues par le Code forestier, par la Loi sur la protection des ressources naturelles et par le décret sur les évaluations des impacts sur l'environnement. L'entreprise a ainsi abattu plusieurs centaines d'hectares de *melaleuca* et de mangrove, à l'intérieur du parc national.

La situation des travailleurs était épouvantable. Green Rich avait embauché des sous-traitants du Nord-Est du Cambodge pour qu'ils amènent les travailleurs et les équipements à Bokum Sakor. Ces sous-traitants gonflaient les prix de l'eau et du bois qu'ils vendaient aux travailleurs, de sorte que bien d'entre eux devaient constamment emprunter de l'argent pour survivre. Plusieurs travailleurs se sont enfuis, traversant le Prek Khai à la nage pendant la nuit ou faisant des dizaines de kilomètres à pied à travers la mangrove. Des défenseurs des droits de l'homme et la police ont aidé des douzaines d'entre eux à échapper.

En mai 2004, Mok Mareth, ministre de l'environnement, a donné à la direction de Green Rich l'ordre de cesser toute activité jusqu'à ce que l'évaluation d'impact environnemental soit effectuée. Green Rich a ignoré cet ordre et continué ses opérations. Finalement, en décembre 2004, le ministère de l'environnement a annoncé qu'il avait intenté un procès à Green Rich pour un million de dollars de dommages et intérêts. Le procès a été abandonné fin 2005, lorsque le ministre de l'agriculture, de la pêche et des forêts a communiqué au tribunal qu'il avait autorisé l'entreprise à opérer.

En 2004 également, l'entreprise chinoise Wuzhishan a lancé ses opérations de plantation dans les provinces de Pursat et Kompong Chhnang. Le partenaire cambodgien de Wuzhishan, Pheapimex, avait reçu en 1997 une

concession de 300 000 hectares pour la plantation d'eucalyptus, pendant la période d'agitation qui suivit le coup d'État où Hun Sen fit démissionner Norodom Ranariddh, un autre membre de la coalition. Ce fut à la même époque que Green Rich obtint son contrat de concession. Wuzhishan, Pheapimex et Green Rich sont étroitement liées au premier ministre ou à son entourage.

Les concessions de Pheapimex couvrent sept pour cent du Cambodge ; la société contrôle également tous les gisements d'or du pays, sauf un. Le dossier de Pheapimex inclut la coupe illégale, l'évasion d'impôts et de redevances et l'expulsion des habitants de la région des forêts environnantes dont ils sont tributaires.

En 2000, lorsque Pheapimex a commencé à défricher une forêt de la commune d'Ansar Chambok, dans la province de Pursat, les paysans s'y sont opposés avec succès, en intentant des procès pour forcer le gouvernement à faire respecter la loi et en barrant physiquement la route vers la forêt. Pendant trois ans, Pheapimex n'a plus eu d'activité à cet endroit.

Pourtant, en novembre 2004 des centaines de travailleurs de Wuzhishan sont arrivés à Ansar Chambok. Ils ont commencé à abattre la forêt, à construire des routes et à installer une pépinière d'arbres. Des activités semblables ont eu lieu dans la province voisine de Kompong Chhnang.

« J'ai huit enfants. Si la forêt disparaît et qu'on me prenne ma terre je n'aurai rien à leur donner », a dit un paysan aux chercheurs. Cette fois encore, les habitants d'Ansar Chambok ont essayé d'arrêter la destruction de leur forêt communautaire. Ils ont organisé une surveillance des machines pour éviter l'entrée des bulldozers dans la concession. Une nuit, quelqu'un a lancé une grenade contre un groupe de paysans endormis, blessant huit d'entre eux.

La police a accusé les paysans d'avoir lancé la grenade eux-mêmes. Le premier ministre a taxé le fait de manoeuvre publicitaire : « L'objectif de l'attaque à la grenade, qui a fait quelques blessés mais aucun mort, n'était que de faire sonner plus fort leur propagande ».

L'extraction de résine est l'une des principales sources de revenus des paysans, mais Wuzhishan a coupé les arbres à résine. « Ce qui m'inquiète est que je vais tout perdre. J'ai un champ de trois hectares, mais le chef du village m'a dit qu'il se trouve à l'intérieur de la concession. J'avais 50 arbres à résine, mais il ne m'en reste que 20. Les trente autres ont été coupés la semaine dernière », a dit aux chercheurs un récolteur de résine.

Les travaux sont encore arrêtés, du moins pour l'instant. En mars 2005, Wuzhishan a renvoyé ses travailleurs et retiré les machines lourdes de Pursat et de Kompong Chhnang.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de

– Chili : la soif infinie des exploitants forestiers

Lumaco (« eau de lune ») est une commune de passage, dessinée au milieu d'une grande étendue de plantations forestières et de communautés appauvries. Elle n'a pas grand-chose à offrir pour qu'on y reste. Lumaco est l'une des communes que l'on appelle forestières au Chili. La vision d'avenir de la population, telle que manifestée dans le Plan de développement communal 2000 – 2006, est celle d'une commune « où la pauvreté aura été surmontée, qui sera propre et ordonnée, fructueuse et progressiste, développée et unie, avec des expectatives, une éducation interculturelle et diverse, offrant une bonne qualité de vie à ses habitants mapuche et non-mapuche ». Voyons maintenant un bref aperçu de son histoire.

Située au Centre-Sud du pays, Lumaco était autrefois « le grenier du Chili ». La dégradation des sols après des décennies d'agriculture intensive, la transformation économique qui suivit le coup militaire de 1973 et la mise en oeuvre du dénommé « modèle exportateur » firent que l'activité agricole cesse d'être viable du point de vue social et économique. C'était le contexte propice pour l'imposition d'un nouveau modèle de production. Les conditions

macro-économiques jointes aux subventions étatiques encouragèrent alors le développement de l'industrie forestière centrée sur la monoculture pour l'exportation.

Or, la commune de Lumaco, qui s'étend sur 111 500 hectares, a vu sa population diminuer considérablement au cours des trente dernières années. Les 16 184 habitants qu'elle avait en 1970 n'étaient plus que 12 792 en 2002, alors que la population du pays avait augmenté de 68 %. À l'heure actuelle, cette population est rurale à 68 %, et se compose à 70 % d'autochtones mapuche. La migration est intense et répond à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail.

Les taux de pauvreté sont élevés à Lumaco, qui est l'une des communes les plus pauvres du Chili. Ainsi, 60 % de la population sont au-dessous du seuil de pauvreté et 33 % dans la pauvreté extrême. D'autres indicateurs sociaux importants sont l'analphabétisme (23,7 %), la désertion scolaire (26,3 %) et la mortalité infantile (17,05 pour mille). Ces données mettent en question les bienfaits supposés du modèle forestier qui domine dans le pays.

L'expansion des plantations a été explosive. En 1988, elles couvraient 14 % de la superficie de la commune ; en 2003, elles atteignaient 52,5 %, aux dépens des champs agricoles et de la forêt indigène. La modification des modes d'utilisation du sol s'est accompagnée de changements radicaux dans la vie, la culture et les écosystèmes.

Si l'on analyse la distribution de la terre, on remarque de graves inégalités. La moitié des propriétés occupent 10 % de la superficie de la commune et elles sont habitées par 80 % de la population rurale. Par contre, 10 % des propriétés les plus grandes représentent 55 % de la superficie de la commune. Si nous complétons l'analyse par la comparaison de la qualité des terres, l'inégalité se creuse encore plus : 85 % des petites propriétés se trouvent dans des terres mal adaptées à l'agriculture et très fragiles du point de vue écologique.

Comme à d'autres endroits où l'on pratique la plantation intensive, les graves effets de cette activité sur l'environnement sont visibles : destruction de la forêt indigène (il reste 13 % de la forêt originelle), diminution de la diversité biologique, problèmes de santé dans les communautés des environs, contamination de l'eau par les pesticides et le pollen des pins, détérioration des sols, parmi d'autres. Un aspect critique est la disparition des sources d'eau dans la région. Les populations rurales se retrouvent sans eau de la fin du printemps au début de l'automne. L'eau qui descend des collines disparaît, ainsi que les courants superficiels ; le niveau des puits descend ; en définitive, la population de la campagne n'a pas suffisamment d'eau pour ses activités agricoles, pour le bétail et même pour sa propre consommation. Pour pallier cette situation d'urgence, le gouvernement et la mairie doivent destiner de fortes sommes des ressources publiques à apporter et distribuer l'eau indispensable aux familles voisines des plantations.

Dans le cas de la communauté indigène, les effets prennent une dimension territoriale, culturelle et spirituelle, car la détérioration de l'environnement naturel mapuche porte atteinte aux rapports de l'homme avec la spiritualité. Les changements structurels bouleversent l'équilibre du monde mapuche et la manière de résoudre les problèmes de cette culture.

La perte d'espace territorial, aggravée par la dégradation environnementale produite par l'expansion des plantations, a provoqué un conflit entre la communauté mapuche, les entreprises forestières et le gouvernement. Les processus de récupération de terres entamés par le peuple mapuche à partir de 1997 mettent en évidence la précarité de ses conditions de vie. Ils ont en outre permis de faire connaître ses revendications politiques historiques, concernant non seulement son territoire mais la reconnaissance de son identité en tant que peuple.

La réponse de l'État a consisté à favoriser les conditions juridiques et sociales nécessaires pour que les exploitants forestiers atteignent leurs objectifs de production et poursuivent l'expansion. D'un côté, la répression et la criminalisation. De l'autre, la résolution ponctuelle de quelques-uns des problèmes qui provoquent la réaction des communautés à l'encontre du modèle forestier. C'est dans ce sens que le décret-loi 701 a été modifié pour réorienter vers les petits propriétaires agricoles et indigènes les subventions destinées auparavant aux grandes entreprises forestières. C'est également le cas du programme d'aide Orígenes, financé par la

Banque interaméricaine de développement, qui s'adresse à la communauté indigène. En outre, on encourage le développement de projets locaux qui dénaturent les subventions publiques et qui forcent les anciens agriculteurs à se reconvertir vers l'activité forestière. Ainsi, cette stratégie d'expansion devient encore plus complexe ; elle sert du chantage politique et économique sans laisser d'options de rechange. On impose à la population l'obligation d'organiser sa survie et son avenir autour des plantations.

La commune de Lumaco vit à l'heure actuelle dans des conditions contraires à celles dont on annonçait le souhait au début de cet article. Néanmoins, le peuple mapuche a montré que la préservation de la culture peut être une stratégie appropriée pour résister au modèle forestier, en défendant le droit de concevoir le paysage et la nature suivant des critères propres et en dénonçant la présence des exploitants forestiers comme une invasion de ses territoires et de son style de vie.

Article rédigé par Lucio Cuenca B. à partir de l'étude de cas "Contexto económico y social de las plantaciones forestales en Chile: el caso de la comuna de Lumaco, Región de la Araucanía". WRM – OLCA, août 2005.

Adresse électronique : l.cuenca@olca.cl.

– Équateur : l'impact de l'entreprise Eucapacific sur les gens et l'environnement

En Équateur, les plantations d'arbres en régime de monoculture sont de trois types : celles que l'on appelle, à tort, des « puits de carbone », qui appartiennent à la fondation hollandaise FASE, les plantations de pins dans les communautés andines, promues par des organisations ayant des rapports avec l'église, et celles que l'on établit pour la fabrication de pâte à papier. C'est de ce dernier type de plantation que nous parlerons dans le présent article.

Dans la province d'Esmeraldas, l'entreprise Eucapacific (Eucalyptus Pacifico S.A.), créée fin 2000 pour la réalisation d'un grand projet de plantation d'eucalyptus, est en train de planter activement cette essence. Le projet, qui regroupe quatre sociétés japonaises (Mitsubishi Paper Mills, Sumitomo Corporation, Electric Power Development et Environmental Engineering Service) plus la société Waltz International, prévoit de planter ainsi des milliers d'hectares.

L'objectif principal est la production de pâte et de papier. Le bois des eucalyptus sera transformé en copeaux au port d'Esmeraldas, d'où il sera exporté au Japon pour devenir de la pâte et du papier.

Le gouvernement japonais y a participé par un prêt équivalent à 80 % du capital. Le consortium a obtenu ce prêt en alléguant qu'il s'agissait d'un projet « écologiquement durable », la plantation d'eucalyptus étant censée absorber les gaz à effet de serre produits par l'entreprise Electric Power Development.

L'installation d'Eucapacific s'est faite au moyen d'un processus agressif d'achat de terres, d'abord à des propriétaires d'étendues moyennes, allant de 500 à 2 000 ha, puis à de petits propriétaires. À ces derniers, on leur a proposé de bons prix et on leur a promis du travail. Pour étendre son contrôle sur toute la zone, Eucapacific a essayé d'acheter les propriétés qui restaient isolées au milieu des terres de l'entreprise, en faisant pression sur leurs propriétaires. Pour ce faire, la transnationale a clôturé les terres et mis des gardes de sécurité pour empêcher la libre circulation des paysans sur les chemins vicinaux déjà interrompus par des plantations.

À maintes reprises, les paysans ont été forcés d'accepter des prix dérisoires pour leurs terres, tout simplement parce que l'entreprise avait déjà acheté les champs voisins et les empêchait d'accéder à leurs propriétés, rendant illégal le passage à travers son domaine. Mais Eucapacific a fait appel à d'autres moyens de pression encore : le boycott déclaré contre la production paysanne, le vol de leurs propriétés, la mort de leurs animaux et l'inaccomplissement des accords conclus. À cela s'ajoutent l'intimidation par des menaces de mort et le harcèlement des enfants de la communauté, faits qui ont été dénoncés dans le village de Matambal.

Le travail promis à la population locale brille par son absence. En 2003, « 300 personnes de l'extérieur » sont venues planter. Cela fait, tout le monde est parti « parce qu'il n'y avait plus de travail ». Sur ces 300 personnes, il

n'en reste aujourd'hui que 10. L'aide promise au moment de l'achat des terres, en particulier en matière de création d'emplois, se limite à « zéro pour l'instant ».

D'autre part, l'entreprise a adopté la modalité de la sous-traitance qui lui permet de se libérer de toute responsabilité à l'égard des travailleurs, ceux-ci dépendant des sous-traitants.

Quant aux conditions de travail, elles sont vraiment lamentables. Pour une plantation de 400 hectares on embauche environ 400 travailleurs ; si la propriété a des sorties vers les routes, les travailleurs sont installés en un seul campement. Autrement, on les distribue sur trois campements ou plus dans la région. Les campements avec chemin d'accès sont grands, ils ont des baraques pour trente ou quarante hommes avec des couchettes à trois étages. Les baraques sont en bois de mauvaise qualité, couvertes de toits de zinc, souvent sans installations sanitaires ; quand elles en ont, il s'agit de six à dix fosses septiques qui sont pleines au bout d'une semaine, ce qui provoque un grave problème de salubrité : les eaux usées débordent et deviennent des lieux de reproduction des moustiques qui transmettent la typhoïde et la malaria.

Les produits chimiques (herbicides, insecticides, engrais) sont déposés à côté des lieux où l'on mange et dans les baraques, au risque de contaminer les travailleurs. Les campements dispersés dans la forêt sont composés de cabines aux parois et au toit en plastique ; elles ne dépassent pas cinq mètres sur cinq et sont prévues pour six personnes. Ces campements n'ont aucun service de base. On utilise les maisons des anciens propriétaires et les maisons communales des centres peuplés.

Sur les lieux de travail il n'y a pas d'eau potable, aucun genre de soins médicaux, aucun médicament, aucun moyen de transport pour aller au dispensaire le plus proche en cas d'urgence. Les cas d'intoxication par les produits chimiques utilisés sont fréquents. Les accidents de travail sont monnaie courante, mais le patron ne s'en occupe pas : « débrouillez-vous pour vous soigner ». Dans chaque parcelle il y a chaque jour deux ou trois travailleurs qui partent malades. À Eucapacific il y a eu des morts, comme dans le campement du sous-traitant Tito Zambrano, à Quitito. Il y a eu également un sous-traitant qui est mort, Ramón Zambrano.

Le travail n'offre aucune stabilité. Au cours des étapes initiales de la plantation, beaucoup de personnes sont embauchées. Au bout d'une période de trois à quatre mois en moyenne, les travailleurs sont massivement renvoyés. La rémunération est en moyenne de 133 dollars pour 22 journées de travail continu, 8 heures par jour, à cinq ou six dollars par jour. Ce montant est inférieur au salaire minimum. Les jours de repos ne sont pas rémunérés ; les absences pour maladie ne le sont pas non plus. Le coût des repas, qui sont de très mauvaise qualité, est déduit du salaire.

À la situation des travailleurs viennent s'ajouter les impacts des plantations sur l'environnement. Peu après leur implantation, on commence à remarquer l'effet des eucalyptus sur l'eau. Les gens disent que « les fleuves restent sans eau. Il n'y a plus de poissons ni rien du tout ». En outre, l'eau est sale et contaminée par les produits chimiques, ce qui a provoqué des maladies chez la population locale. Il y a des moments où « le fleuve pue », parce qu'ils « ont empoisonné le fleuve, et les crevettes et les poissons morts empestent l'eau ».

Il faut signaler en outre qu'Eucapacific, après avoir démarqué à l'intérieur de ses propriétés des zones de protection de la diversité biologique et des bassins hydrographiques, y a fait des plantations, à l'encontre des objectifs de protection préétablis.

Plusieurs cours d'eau qui traversent les plantations d'Eucapacific se déversent dans les mangroves, affectant la reproduction et la survie des espèces endémiques de ces écosystèmes.

Les herbicides sont appliqués par fumigation ; quand il pleut, ces produits s'écoulent par lixiviation vers les fleuves et les marais, tuant les crevettes et tout ce qu'ils trouvent sur leur chemin. On sait également que les pompes de fumigation sont lavées dans les fleuves. Il y a eu des cas d'empoisonnement, par exemple à Las Delicias, où l'entreprise a acheté 40 hectares et les a plantés d'eucalyptus. Pour éviter que les fourmis attaquent les plantes, ils ont arrosé des bananes avec le pesticide NUBAN et les ont placées autour des arbres. De nombreux animaux domestiques sont morts après les avoir mangés.

En raison de l'utilisation de produits agrochimiques, il y a eu des cas d'intoxications chez des personnes qui se baignent dans les fleuves Peninsula et Tortuga. Il est important de signaler que la population de Tortuga boit l'eau du fleuve du même nom, où l'on trouve toujours des poissons morts empoisonnés. En outre, les cultures telles que les bananiers sont attaquées par les ravageurs à cause du manque d'eau, car les eucalyptus assèchent les sources et les ruisseaux.

Le débit des cours d'eau ayant diminué, on n'y trouve presque plus de *jaibos*, de crabes ni de *guariches*. Les habitants de Tortuga disent : « Nous avons eu deux fléaux, deux ennemis, l'industrie crevette à l'époque, et les eucalyptus maintenant. »

Les résultats sont visibles : dans les zones plantées d'eucalyptus, les gens décrivent la situation en disant que « la vie y est très mauvaise ; c'est triste ». Ceux qui n'ont pas vendu leurs terres subissent des menaces, la peur, la perte de leurs moyens de subsistance (surtout le gibier), l'exode rural, la fermeture des chemins d'usage ancestral (et donc « l'enfermement » à l'intérieur des plantations), et l'absence d'opportunités d'emploi.

Ivonne Ramos, Acción Ecológica, adresse électronique : cbosques@accionecologica.org

– Indonésie : l'appétit insatiable de l'industrie de la pâte

Asia Pulp and Paper (APP), l'une des entreprises de la pâte et du papier les plus larges du monde, est responsable du défrichement à grande échelle des forêts de l'Indonésie. En outre, elle a donné naissance à une série de conflits encore non réglés avec les collectivités du pays.

Les recherches menées par Rully Syumanda, militant des forêts des Amis de la Terre Indonésie / WALHI, et Rivani Noor, de la Community Alliance for Pulp Paper Advocacy (CAPPA) documentent le sombre dossier de l'entreprise à Sumatra.

« En Indonésie, nous avons beaucoup de batailles à livrer à propos de la destruction des forêts, à laquelle participent les plantations d'arbres et l'industrie du palmier à huile », a dit Syumanda au début de sa présentation. Il y a sept usines de pâte, 65 papeteries et 10 usines de pâte et de papier en Indonésie. Nous nous concentrons sur la plus grande : l'usine de pâte et de papier d'APP, à Riau. « Le problème est qu'APP prévoit de devenir le plus grand exportateur de pâte et de papier du monde », a dit Syumanda. « Le gouvernement indonésien soutient le développement de cette industrie. »

Les forestiers qui travaillent pour APP disent que l'entreprise est en train de développer rapidement ses plantations pour alimenter ses usines de pâte sans continuer d'abattre les forêts anciennes. « APP est l'enfant chéri du ministère des forêts », a dit Syumanda, « parce que l'exploitation forestière, les plantations, la pâte et le papier dominant tout ».

Pourtant, l'industrie n'est pas sérieuse quand elle parle du développement des plantations. Celles-ci ne fournissent que 30 pour cent de la matière première nécessaire. Le reste provient de la coupe destructrice et/ou de l'abattage illégal. APP est en train de transformer les forêts en plantations. L'entreprise a utilisé des subventions du fonds de réhabilitation, qui auraient dû être destinées à la récupération des zones boisées. De vastes étendues des concessions d'APP se superposent aux terres communautaires.

Le problème principal, comme Syumanda l'a expliqué, est la surcapacité de l'industrie. Ses dimensions font que les conflits fonciers ne puissent pas être résolus avec justice. Il n'existe pas de protocole pour résoudre les problèmes causés. Or, le gouvernement ne s'inquiète pas de cette surcapacité. En revanche, il s'occupe volontiers de la coupe illégale. « Et cela a des conséquences », a expliqué Syumanda. « Plusieurs paysans et fermiers ont été arrêtés pour avoir défriché leur terre pour leurs propres besoins. »

Toute idée de restructuration de l'industrie et de réduction de ses dimensions a été écartée en raison du besoin d'argent rapide, en partie du moins pour payer les fortes dettes de l'entreprise. La dette d'APP s'élève à presque 14 milliards USD et dépasse celle de toute autre entreprise du Sud-Est asiatique.

La violence, les violations des droits de l'homme, la pollution de l'eau et de l'air, les incendies en forêt et les inondations sont l'affaire quotidienne de l'industrie de la pâte et du papier en Indonésie.

« À présent, un autre problème se présente », a dit Syumanda. Le gouvernement prévoit d'établir encore cinq millions d'hectares de plantations d'acacia pour pâte à papier. Cela s'ajoute aux deux millions d'hectares de palmier à huile qu'il entend planter au milieu de Bornéo et, peut-être, encore huit millions d'hectares de palmier à huile un peu partout dans l'archipel. « C'est de la folie », a conclu Syumanda.

Au cours des années 1970, le gouvernement indonésien avait classé comme forêts domaniales 140 millions d'hectares de terres, s'assurant ainsi le contrôle des ressources traditionnellement gérées par des dizaines de milliers de communautés locales, a ajouté Patrick Anderson, conseiller de WALHI. Comme dans le cas des concessions d'exploitation forestière industrielle, le gouvernement distribue des concessions à l'industrie de la pâte et du papier au mépris de ceux qui habitent ces terres et de ceux qui ont toujours utilisé la forêt.

L'une des rares règles que l'industrie de la pâte et du papier applique en Indonésie est que, d'abord, on construit l'usine ; la plantation vient après. Donc, pendant au moins les dix premières années, en attendant que les plantations poussent, l'usine utilisera les forêts naturelles comme matière première, a expliqué Anderson.

Il y a en Indonésie environ 50 millions d'autochtones, qui parlent un millier de langues différentes. Bien que, en théorie du moins, les droits fonciers autochtones soient reconnus, le gouvernement ne respecte pas la législation concernant les droits coutumiers. Maintenant que l'industrie du contreplaqué est en baisse parce qu'il n'y a plus de grands arbres, le gouvernement fait de son mieux pour créer une économie d'exportation dans le secteur de la pâte et du papier.

Rivani Noor a signalé qu'à Sumatra il ne reste plus assez de forêts pour que l'industrie de la pâte continue son expansion. Donc, APP a commencé à implanter en Chine ses plantations et ses usines. Mais, comme à Sumatra, l'entreprise n'a pas réussi à obtenir la matière première nécessaire avant de commencer à fonctionner. Par conséquent, elle exportera des chips des forêts de Sumatra pour alimenter ses usines chinoises. D'autre part, APP a maintenant une nouvelle concession au Kalimantan.

Trois autres usines de pâte sont prévues à Kalimantan. Le groupe Korindo de Corée du Sud a présenté une étude de faisabilité pour une usine de pâte et de papier au Kalimantan Central. Un groupe d'investisseurs indiens et malais a présenté au ministère des forêts un projet d'usine de 1,3 milliards USD. S'il est réalisé, il transformera environ 300 000 hectares de forêts en plantations. La société United Fibre Systems (UFS) de Singapour a elle aussi un projet pour le Kalimantan Sud, et cherche à obtenir le soutien financier de l'Union européenne. En outre, UFS est en train de reprendre l'usine de Kiani Kertas, au Kalimantan Est, avec la Deutsche Bank comme conseiller financier.

Non satisfaite d'avoir détruit les forêts de Sumatra, l'industrie de la pâte et du papier entend s'étendre au Kalimantan. Si elle y parvient, il est facile de prévoir que les résultats seront désastreux pour les gens et les forêts.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de

– Ouganda : la fondation FACE, le conflit du carbone et la certification du FSC

En 1994, la fondation FACE signa un accord avec les autorités ougandaises pour planter des arbres sur 25 000 hectares à l'intérieur du parc national de Mount Elgon. FACE travaille avec l'autorité ougandaise de la faune (UWA), responsable de la gestion des parcs nationaux du pays.

La fondation FACE (Forests Absorbing Carbon dioxide Emissions) fut établie en 1990 par la direction hollandaise de génération d'électricité, dans le but de planter des arbres qui absorbent et stockent du carbone, censément pour compenser les émissions de gaz à effet de serre d'une nouvelle usine électrique qui allait être construite aux Pays-Bas.

Le projet d'UWA-FACE consistait à planter des arbres sur une bande de trois kilomètres de large, juste à l'intérieur des 211 kilomètres de frontières du parc national de Mount Elgon. Le projet reçut en mars 2002 la certification de bonne gestion du Forest Stewardship Council, après des évaluations conduites en décembre 1999 et en janvier 2002 par SGS Qualifor. D'après le rapport de synthèse de l'évaluation divulgué par SGS, lorsque les évaluateurs se rendirent à Mount Elgon la superficie plantée dépassait les 7 000 hectares.

Fred Kizza, coordinateur du projet de FACE, a dit à Timothy Byakola, membre de l'ONG ougandaise Climate and Development Initiatives, que le projet a amélioré les revenus et le niveau de vie des collectivités des alentours. La SGS en dit autant : « Le projet a apporté un nombre considérable de postes payants et de cours de formation aux communautés voisines de la région, où les sources de travail sont très peu nombreuses ». Pourtant, les fonctionnaires du conseil local ont dit à Byakola que la plupart des postes concernaient la période de plantation et employaient très peu de personnes. Ils ont ajouté que le projet avait enlevé aux communautés le peu qu'elles avaient. Byakola a signalé que les matériels de la forêt nécessaires aux activités culturelles et comme combustible sont difficiles à trouver. Les gens ont cessé de préparer certains aliments, les haricots par exemple, parce qu'ils mettent longtemps à cuire. Les paysans ne peuvent plus faire paître leurs chèvres et leurs vaches dans la forêt. Ainsi, la zone autour de la forêt est soumise au surpâturage et en devient vulnérable à l'érosion.

Lorsque Mount Elgon fut déclaré parc national en 1993, les gens qui habitaient à l'intérieur de ses frontières perdirent tous leurs droits. Le gouvernement les expulsa du parc, « sans l'indemnisation appropriée, ce qui est tout à fait contraire à la constitution de l'Ouganda », a signalé Byakola.

Le rapport de synthèse de SGS reconnaît qu'il y avait eu « des disputes au sujet des limites du parc dans quelques zones ». Néanmoins, d'après les évaluateurs, « les colons qui avaient empiété sur le parc n'avaient jamais eu le droit formel de cultiver ces terres et l'UWA était légalement autorisée à les expulser ».

Les gardes du parc, qui dépendent de l'UWA, reçoivent un entraînement paramilitaire comme préparation à leurs tâches. David Wakikona, membre du parlement pour le comté de Manjiya, dit à New Vision en juin 2004 : « Les frontières ont été fixées unilatéralement, et 10 000 personnes ont été déplacées. Le personnel chargé de la faune est très militarisé ; ils ont déjà tué plus de cinquante personnes. Les gens ont l'impression que le gouvernement s'occupe davantage des animaux que des personnes ».

En juillet 2002, une équipe qui travaillait à la démarcation des limites du parc y trouva deux écoles et trois commerces. James Okonya, qui était à l'époque le chef des gardes de l'UWA, dit au journal ougandais New Vision que ces envahisseurs seraient expulsés.

SGS était d'accord. Dans son rapport synthétique, cette société reconnaît qu'il faudra expulser davantage de personnes pour que le projet UWA-FACE puisse continuer, et ajoute que, « pour que les expulsions se fassent avec succès, il faudra les faire plus rapidement ».

Le même mois où le FSC délivra le certificat correspondant, c'est-à-dire en mars 2002, plusieurs centaines de familles durent camper dans un centre commercial après avoir été expulsées l'UWA de leurs foyers et de leurs terres dans le parc national de Mount Elgon. Elles y avaient vécu pendant plus de 40 ans, mais pour les gardes armés de l'UWA c'étaient des squatteurs et n'avaient aucun droit sur ces terres. Les gardes détruisirent les maisons et les cultures. Les gens expulsés durent se réfugier dans les villages voisins. New Vision rapporta que plusieurs familles vivaient dans les mosquées et dans des caves. L'UWA chassa ainsi du parc national plus de 500 familles, avant de recevoir du ministre du commerce, du tourisme et de l'industrie, Edward Rugumayo, l'ordre d'arrêter les expulsions.

Les Benet (que l'on appelle aussi Ndorobo) sont un peuple autochtone du Mount Elgon. Après avoir été expulsés en 1983 et en 1993, ils décidèrent d'intenter un procès au gouvernement pour revendiquer leurs droits fonciers. En août 2003, l'Uganda Land Alliance engagea des poursuites contre le Procureur Général et l'Autorité ougandaise de la faune au nom des Benet. Ceux-ci accusèrent l'UWA de les harceler continuellement. Pendant ce temps-là, le gouvernement arrêta la fourniture de tous les services scolaires et médicaux dans la zone et interdit aux gens de faire quoi que ce soit avec la terre.

En octobre 2005, le juge J.B. Katutsi résolut que les Benet « sont les habitants autochtones et historiques des zones mentionnées qui ont été déclarées Réserve de faune ou Parc national ». Il ordonna que la zone soit reclassée et qu'on permette aux Benet de vivre dans leurs terres et de continuer à les travailler.

Dans son rapport de synthèse, SGS affirme que « le projet ne fait pas de plantations dans les zones dont les frontières sont en dispute et le projet n'est engagé en aucune controverse significative ». Or, l'UWA fait partie du projet UWA-FACE. Il est tout simplement impossible de séparer la gestion du parc de l'action de planter des arbres autour de ses frontières.

En février 2004, New Vision a rapporté que la police avait détenu 45 personnes « soupçonnées d'avoir pénétré dans le parc national de Mount Elgon et d'avoir détruit 1 700 arbres ». Ces arbres avaient été plantés en 1994, dans le cadre du projet de l'UWA et de la fondation FACE.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de

* LES « SOLUTIONS » DES ENTREPRISES : PLANTATIONS DE CARBONE ET ARBRES GM

– Le WRM et le commerce du carbone

Depuis ses débuts en 1986, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales s'inquiète de la manière dont les forêts, les terres et les vies des habitants de la campagne sont affectées par la production industrielle de toute une série de produits : le soja, la pâte à papier, le pétrole, le bois d'oeuvre, l'huile de palme, le maïs, les bananes, le café et bien d'autres.

Il était donc tout à fait pertinent que, vers le milieu des années 1990, le WRM ait commencé à sonner l'alarme à propos d'un marché d'exportation différent et flambant neuf qui, lui aussi, risquait d'avoir de graves effets sur les forêts et les gens qui en sont tributaires : le commerce de la capacité biologique de recyclage du carbone.

Comment ce « service environnemental » si particulier est-il devenu un nouveau produit d'exportation du tiers monde ?

Une bonne partie de la responsabilité revient au Protocole de Kyoto de 1997. En apparence, l'objectif principal de ce traité de l'ONU sur le climat était d'exiger à une trentaine de pays du Nord qu'ils aient réduit en 2012 d'au moins cinq pour cent leurs émissions industrielles de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre (que tout le monde reconnaît aujourd'hui comme la cause principale du réchauffement de la planète).

Mais en fait, l'accord encourage les pays du Nord à éviter une partie de ces réductions en plantant des arbres – que ce soit dans leur territoire ou dans celui d'autres pays – ou en entreprenant d'autres projets « compensatoires ».

L'argument pour ce faire est que la capacité des plantations de prendre le dioxyde de carbone de l'air et de le stocker dans les troncs des arbres est un produit commercialisable de grande valeur qui peut être vendu aux plus grands usagers de combustibles fossiles.

Les économistes et les hommes d'affaires ont passé des années à faire des plans à ce sujet. Dès 1989, des consultants prévoyants commençaient à parcourir le globe pour promouvoir des projets forestiers expérimentaux de stockage de carbone dans des pays tels que le Guatemala, la Malaisie et la Bolivie.

Après 1997, lorsque les tentatives de création d'un marché pour ce nouveau produit ont pris un rythme accéléré, le WRM a commencé à prendre des mesures plus sérieuses. Par une série de publications et d'articles de son bulletin électronique qui signalaient les effets probablement mortels pour la société et l'environnement du commerce mondial de carbone par le biais des plantations, le WRM et son réseau ont contribué à constituer une alliance de nombreuses organisations non gouvernementales, grandes et petites, contre les projets internationaux visant à mettre à contribution la terre du Sud pour l'établissement de « puits de carbone » bon marché à l'intention du Nord industrialisé.

Comme c'est souvent le cas, cette campagne n'a remporté qu'un succès partiel. En 2001, malgré le scepticisme considérable des Européens, les parties au Protocole de Kyoto ont approuvé officiellement l'utilisation de plantations dans le Sud comme puits de carbone pour le Nord.

Pourtant, ils n'ont pas accepté que les droits de piégeage de carbone dans les forêts du Sud déjà existantes soient vendus au Nord. En outre, dans son système de commerce des droits d'émission l'UE a décidé de ne pas autoriser l'échange de crédits provenant de projets forestiers.

D'autre part, comme le WRM l'avait prédit déjà en 1999, ceux qui avaient investi dans des projets forestiers spécifiques pour le piégeage de carbone ont commencé à voir que les choses se compliquaient de plus en plus en raison de la résistance des ONG et de la base, et du fait qu'il était impossible de prouver scientifiquement combien de carbone est réellement stocké par un projet de biomasse pendant la durée brève et incertaine de sa vie.

Ainsi, lors d'une réunion récente des milieux d'affaires sur le commerce du carbone un banquier privé européen a regretté que sa firme ait participé au projet de l'entreprise Plantar qui, avec l'appui de la Banque mondiale, entendait générer des crédits de carbone en établissant des plantations et en ne remplaçant pas le charbon de bois, utilisé pour la production de fer, par de la houille (voir les bulletins du WRM n° 60 et n° 92). « Nous avons foncé tout droit dans une tempête », s'est-il lamenté. « On nous a jeté... des pierres de partout. C'était comme de plonger dans un fleuve grouillant de piranhas. »

Néanmoins, la foresterie du carbone reste une idée séduisante pour beaucoup. Bien des industries de plantation espèrent encore vendre des crédits carbone pour équilibrer leurs comptes. La Banque mondiale continue de soutenir des projets de type biotique à travers ses fonds du carbone. Les transnationales et les grandes ONG de conservation basées à Washington ont des projets pour encourager les communautés locales ou les gouvernements nationaux à vendre aux entreprises polluées des droits sur le carbone des forêts indigènes.

Tout ceci pose beaucoup de problèmes stratégiques au WRM et à ses alliés.

Par exemple, quel conseil faut-il donner aux communautés, surtout à celles d'Amérique latine, qui sont tentées par ce qui semble être de l'argent facile pour continuer à prendre soin de leurs propres forêts ? Quels sont les meilleurs moyens de favoriser la discussion entre les communautés et les gouvernements à propos de ce qui s'ensuivrait, à savoir :

- l'invasion d'avocats, de consultants, de comptables et de contrats compliqués auxquels auront affaire les communautés ?
- les nouvelles règles qui, en donnant aux entreprises des droits de propriété sur le carbone des forêts communautaires, pourraient en limiter l'usage ?
- les bas prix que les communautés obtiendront pour leur carbone ?
- les conflits politiques qui risquent d'éclater avec d'autres communautés qui se battent contre l'extraction de combustibles fossiles ou contre la pollution que la vente des crédits de carbone encourage ?
- l'expansion des économies locales ?

Encore une question qui se pose : quel rôle le WRM et d'autres réseaux de la même opinion devraient-ils jouer dans des mouvements plus larges qui s'occupent du changement climatique et d'autres problèmes environnementaux et sociaux ?

Le rôle pionnier du WRM contre le commerce du carbone – qu'il a joué surtout à travers la création de SinksWatch, associée à ses bureaux dans le Nord – était surtout fondé sur des critiques concrètes contre la foresterie du carbone et contre ses promoteurs, de la Banque mondiale aux entreprises de plantation en passant par les conseillers techniques intellectuellement malhonnêtes ; il était fondé également sur l'expérience de certaines communautés rurales spécifiques.

Or, avec le temps, comme c'est souvent le cas, ce travail est devenu indissociable de celui de mouvements aux inquiétudes plus larges ou plus diverses.

Par exemple, il a été inévitable d'avoir des rapports étroits avec des groupes travaillant sur le marché du carbone dans son ensemble, c'est-à-dire incluant aussi bien le commerce des émissions que les crédits provenant de projets non forestiers. C'est le cas d'organisations telles que Carbon Trade Watch et Clean Development Mechanism Watch.

De même, les liens se sont resserrés avec des groupes tels qu'Oilwatch et l'Indigenous Environmental Network, concernés par l'exploitation des combustibles fossiles et les droits fonciers des autochtones ; avec ceux qui s'occupent des approches commerciales d'autres questions environnementales, de la pollution industrielle, du néolibéralisme et des tendances antidémocratiques en général. Depuis 2003, les membres du WRM ont participé à des rassemblements internationaux sur le commerce du carbone au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, en Argentine, au Brésil et à Montréal ; dans toutes ces rencontres, les « forêts » n'étaient qu'un aspect du problème. D'autres réunions de ce genre sont prévues pour 2006, en Inde et ailleurs.

Les alliances se sont élargies, comme se sont élargies les analyses des marchés environnementaux et les nouvelles tendances de l'investissement international. Il est de plus en plus clair que le travail du WRM sur le commerce du carbone, s'il reste enraciné dans les luttes locales, fait maintenant partie, comme ses autres activités, d'une recherche plus large de nouvelles options politiques et sociales qui vont bien au-delà des thèmes de la terre et des forêts.

Simultanément, en bâtissant de nouvelles alliances avec des mouvements pour la justice sociale et avec des groupes qui ne sont pas spécifiquement concernés par les forêts, le WRM est forcé de développer de nouvelles stratégies pour traiter avec des ONG « axées sur les forêts » qui n'ont pas son expérience sociale et sa vision d'ensemble. Dans cette catégorie figurent non seulement les défenseurs de projets commerciaux ou colonialistes de « compensation » d'émissions, comme Conservation International et The Nature Conservancy, mais des enthousiastes du commerce du carbone, comme WWF et Greenpeace.

Larry Lohmann, The Corner House, adresse électronique : larrylohmann@gn.apc.org

– Les arbres GM à la réunion de Vitória

L'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a rapporté qu'il existe des essais de terrain d'arbres GM dans 16 pays. La plupart se trouvent aux États-Unis ; les autres pays de la liste sont la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la Finlande, la Suède, le Canada, l'Australie, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Chili, le Brésil et la Chine. La Chine est le seul pays dont on sait qu'il a développé des plantations commerciales d'arbres GM ; plus d'un million de ces arbres ont été plantés dans dix provinces.

La plupart des recherches portent sur les peupliers (47%), les pins (19%) et les eucalyptus (7%). Les caractéristiques étudiées sont surtout la tolérance aux herbicides, la résistance aux insectes, la chimie du bois (y compris la réduction du taux de lignine) et la fertilité.

Les impacts sociaux et environnementaux que la diffusion commerciale des arbres GM risque d'avoir incluent l'augmentation de la transformation des forêts indigènes en plantations, l'utilisation accrue d'herbicides et de pesticides toxiques, et la disparition de la faune et des réserves d'eau. En outre, la contamination des forêts indigènes par le pollen des arbres transgéniques aurait des effets additionnels : l'augmentation de la vulnérabilité de ces forêts aux maladies, aux insectes et aux pressions environnementales telles que le vent et le froid, la perturbation des écosystèmes de forêt qui dépendent des insectes, l'exacerbation du réchauffement planétaire due à une plus forte mortalité des forêts, et la perte des aliments, des médicaments, des combustibles et des cultures traditionnelles qui ont leur base dans ces écosystèmes. Les chercheurs de la Duke University de North Carolina, aux États-Unis, ont créé des modèles qui prouvent que le pollen des arbres parcourt des distances de plus de 1 000 km. Les chercheurs ayant admis qu'il est impossible de garantir à 100% la stérilité des arbres GM, si la plantation de ces arbres est autorisée la contamination généralisée des forêts indigènes sera inévitable.

Sans compter la Chine, les pays qui semblent avancer le plus vite vers la commercialisation des arbres GM se trouvent dans les Amériques : les États-Unis, le Chili et le Brésil.

Au Chili, les recherches portent sur le pin *radiata*, que l'on essaie de rendre résistant aux insectes par l'ajout du gène producteur de Bt. Les pins représentent 80% des plantations du pays, et la superficie de celles-ci ne cesse de s'élargir. L'industrie chilienne prévoit de commercialiser le *pinus radiata* Bt à partir de 2008. La société Monsanto avait prédit que le Chili serait le premier pays à commercialiser des arbres GM, mais la Chine l'a devancé. Du fait que nombre des plantations chiliennes sont concentrées dans les territoires traditionnels des Mapuche, ces collectivités subissent des problèmes de santé en raison des produits chimiques utilisés mais aussi de la très forte production de pollen de ces plantations qui, dans certains cas, entourent complètement leurs villages. L'introduction de pins Bt dans ces plantations aggravera considérablement la situation sanitaire.

Au Brésil, Aracruz Celulose et Suzano font des recherches sur les arbres GM. Suzano, qui gère dans ce pays plus de 3 000 kilomètres carrés de plantations d'arbres, participe avec la société israélienne CBD Technologies à un projet destiné à accélérer le rythme de croissance des eucalyptus. « Habituellement, les eucalyptus courants sont coupés au bout de sept ans, quand ils ont atteint une taille de 20 mètres. Les arbres traités par CBD peuvent atteindre cette même taille en trois ans ou moins », a déclaré Seymour Hirsch, directeur général de CBD Technologies. CBD et Suzano prévoient de créer une co-entreprise pour la commercialisation de leurs eucalyptus GM, une fois complétés leurs essais de terrain. CBD insiste que les arbres GM de croissance rapide contribueront à enrayer le réchauffement de la planète. « Une forêt d'un hectare consomme par an 10 tonnes de carbone du CO₂ que les arbres respirent. Il est évident qu'une forêt qui poussera deux fois plus vite consommera le double et contribuera à réduire le trou de la couche d'ozone. » [sic]

International Paper, qui possède 200 000 hectares de terres au Brésil, fait elle aussi des expérimentations avec des arbres GM. D'autre part, IP est associée à Arborgen, la société leader en biotechnologie des arbres. Les deux autres partenaires d'Arborgen sont Rubicon, de la Nouvelle-Zélande, et MeadWestvaco, des États-Unis. Arborgen vient d'annoncer qu'elle allait changer d'orientation, pour passer de la recherche à la commercialisation. Le porte-parole d'Arborgen, Dawn Parks, a dit spécifiquement que l'entreprise allait embaucher quelques ingénieurs et travailleurs de la production pour concevoir et mettre en fonctionnement des équipements susceptibles de produire en grande quantité les plants modifiés développés au laboratoire.

Arborgen, dont le quartier général est à Summerville, North Carolina, dans le Sud-Est des États-Unis, s'intéresse particulièrement aux eucalyptus du Brésil, pays que l'entreprise considère comme son « emplacement géographique le plus important ». Arborgen y a installé des bureaux ; à l'époque, la société prévoyait qu'en 2005 elle aurait des essais de terrain pleinement établis sur les terres de ses clients.

En 2002, Arborgen a embauché Barbara H. Wells, ancien cadre de Monsanto, comme nouvelle directrice. Auparavant, elle avait été vice-présidente pour l'Amérique latine d'Emergent Genetics et, avant cela, directrice

commerciale de la biotechnologie au Brésil, ce qui explique peut-être pourquoi ArborGen a déplacé ses essais de terrain de la Nouvelle-Zélande au Brésil après qu'elle a rejoint l'entreprise.

ArborGen travaille au développement d'eucalyptus « améliorés pour la production de pâte » [c'est-à-dire à faible taux de lignine] et d'eucalyptus tolérant le froid, ces derniers pour les plantations du Chili et du Sud-Est des États-Unis.

Dans son discours aux actionnaires en juillet 2005, le directeur général de Rubicon, Luke Moriarty, a souligné le rôle de choix que joue le Brésil dans la commercialisation des arbres GM. Il a souligné le potentiel des plantations d'eucalyptus GM à faible taux de lignine dans ce pays : « En réduisant la quantité de lignine produite par l'arbre lui-même, on peut obtenir une forte réduction des coûts de production de pâte. On peut supposer que les producteurs de pâte seront très intéressés par l'obtention de grumes à faible taux de lignine ».

Il a calculé ensuite les profits qui pourraient en découler : « le fournisseur de grumes obtiendrait environ 38 millions USD après l'impôt. Si ce niveau de ventes se répète d'année en année, sans supposer de développement du marché ni de pénétration dans d'autres marchés, le résultat est, pour ce seul produit, d'environ 475 millions USD après l'impôt ».

Toujours sur la même ligne, il a ajouté : « pourtant, quand on commence à regarder les possibilités de plus près, on voit que la valeur potentielle est vraiment énorme. Comme dans le secteur de la santé humaine, mais à un niveau beaucoup plus faible, les ventes annuelles de plants à usage forestier représentent des milliards, se répètent chaque année et parcourent le monde. Et, à la différence de la santé humaine, où il existe une forte concurrence, ArborGen n'a pas de concurrents dans ce créneau. Bien entendu, il faudra attendre encore quelques années avant qu'ArborGen ne vende ce produit commercialement, donc, naturellement, la valeur actuelle des actions en est diminuée, mais, comme l'illustre le diagramme qui est derrière moi, si ArborGen continue d'avancer avec succès sur la route de la commercialisation – comme jusqu'à présent – nous pouvons supposer que ce retard diminuera et que la valeur d'ArborGen montera par conséquent ».

Pour conclure, il a dit : « Donc, j'espère que ceci vous a donné une idée de la nature de cette affaire et de son énorme potentiel. Comme on dit, ce n'est qu'une question de temps. »

Les chercheurs qui travaillent à la manipulation génétique des arbres, interrogés sur les risques que comportent les arbres GM, mentionnent le plus souvent deux problèmes : d'une part, le danger que représente la dissémination de pollen ou de plantes GM dans les écosystèmes et les forêts indigènes, avec les impacts que cette dissémination peut avoir sur les espèces non ciblées ; d'autre part, l'attitude négative du public à l'égard des arbres GM. Cette inquiétude bien fondée sur la réaction du public est une opportunité stratégique importante pour les campagnes contre les arbres transgéniques.

Aux États-Unis et au Canada, treize organisations nationales, régionales et locales se sont réunies pour lancer ensemble la campagne 'STOP aux arbres GM', dont l'objectif est l'interdiction des arbres transgéniques. Pour y parvenir, le groupe fait appel à des dissuasions économiques, des pressions sociales et des barrières légales. Leurs activités incluent la formation du public, l'organisation des communautés, l'information dans les médias et la distribution d'un nouveau documentaire vidéo sur les arbres GM, dont le narrateur est David Suzuki, intitulé *A Silent Forest : The Growing Threat, Genetically Engineered Trees* (Une forêt silencieuse : les arbres génétiquement modifiés, une menace qui croît).

De son côté, l'organisation Global Justice Ecology Project (GJEP) s'adresse à des organisations et des mouvements du monde entier qui combattent les plantations dans des régions où ont lieu des recherches et des développements en manipulation génétique ; elle leur fournit des informations sur cette menace imminente et leur offre son soutien pour éviter l'introduction d'arbres GM dans les plantations. GJEP a lancé son premier programme pilote au Chili, avec le groupe mapuche Konapewman, qui coordonne les revendications des terres traditionnelles de ce peuple et s'oppose autant aux plantations industrielles d'arbres qu'aux arbres transgéniques. GJEP prévoit d'utiliser l'expérience tirée de ce programme pilote pour contacter les groupes et collectivités d'autres régions menacées par les arbres GM.

Au plan international, ceux qui sont contre les arbres GM et pour la protection des forêts ont parlé des dangers que comportent ces arbres aux réunions des Nations unies partout dans le monde. Des groupes tels que le Peoples Forest Forum de la Finlande, le Global Justice Ecology Project des États-Unis, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales et les Amis de la Terre International ont pris la parole au Forum de l'ONU sur les forêts, à Genève et à New York, pour informer les délégués des dangers que comportent les arbres GM pour les forêts indigènes du monde entier.

Pourtant, ni le Forum de l'ONU sur les forêts ni la Convention cadre de l'ONU sur le changement climatique n'ont donné signe de vouloir y contribuer ; ainsi, la campagne internationale contre les arbres GM se tourne maintenant vers la Convention sur la diversité biologique des Nations unies (CDB) pour voir quel type de réglementation internationale on peut obtenir à travers cet organe.

Même la FAO semble favorable à l'adoption de réglementations internationales à ce sujet. Son rapport sur les arbres GM, publié en juillet 2005, arrive à la conclusion suivante :

« Les nouvelles biotechnologies, et la modification génétique en particulier, soulèvent des inquiétudes. Il faut reconnaître que de nombreuses questions restent posées au sujet des cultures vivrières et des arbres, en particulier au sujet des impacts des cultures GM sur l'environnement. Étant donné que la modification génétique des arbres entre déjà dans la phase commerciale avec le peuplier GM en Chine, il est fondamental de conduire des études d'évaluation des risques pour l'environnement avec des protocoles et des méthodologies convenus au niveau national et international. Il faut, en outre, diffuser amplement les résultats de ces recherches. »

Le généticien de renom international, David Suzuki, signale :

« Nous n'avons aucun contrôle sur le mouvement des insectes, des oiseaux, des mammifères, du vent et de la pluie qui transportent le pollen. Les arbres GM, qui ont la possibilité de transférer à des centaines de miles de distance du pollen contenant des gènes qui incluent des traits tels que la résistance aux insectes et aux herbicides, la stérilité et un taux réduit de lignine, ont ainsi le potentiel de perturber sérieusement les forêts indigènes du monde entier. Les arbres GM pourraient aussi affecter la faune et les collectivités autochtones qui ont besoin de forêts indigènes intactes pour la nourriture, le refuge, l'eau, les moyens de subsistance et les pratiques culturelles.

En tant que généticien, je suis persuadé qu'il y a bien trop d'inconnues et de questions sans réponse pour faire pousser en plein champ des plantes génétiquement modifiées, qu'il s'agisse de cultures vivrières ou d'arbres. Les arbres GM ne devraient pas être utilisés dans des plantations commerciales et, en outre, il faudrait éliminer tout essai à ciel ouvert et toute plantation existante. »

Orin Langelle et Anne Petermann, Global Justice Ecology Project, adresse électronique :

globalecology@gmavt.net

* LE LIEN AVEC LES DROITS DES PEUPLES DES FORÊTS

– L'Initiative de Mumbai–Porto Alegre pour les forêts : le lien entre la lutte contre les plantations et les options locales d'usage des forêts

L'Initiative de Mumbai–Porto Alegre (MPA) pour les forêts a été conçue comme une plateforme pour le rassemblement de forces et l'établissement de liens solidaires entre les divers acteurs qui s'occupent d'un large éventail de thèmes dans les domaines des forêts, de la justice sociale et de la justice environnementale. La mondialisation économique portant de plus en plus atteinte aux collectivités locales, le besoin de créer un mouvement mondial pour défendre les droits des peuples et la conservation des forêts est devenu impératif. Ainsi, un certain nombre de participants au Forum social mondial ont décidé de lancer ce mouvement jeune et à

composition diverse, qui rassemble à l'heure actuelle environ 80 organisations, réseaux et individus, et qui soutient à tous les niveaux l'opposition aux plantations. En effet, le modèle conceptuel et la réalité opérationnelle des grandes plantations d'arbres en régime de monoculture sont incompatibles avec le combat pour garantir les droits des populations et la conservation des forêts. Par conséquent, la lutte contre la propagation des plantations de ce genre est une partie essentielle de la lutte pour les droits des communautés sur les terres boisées.

Au cours de la réunion internationale sur les plantations qui s'est tenue à Vitória, Brésil, pour soutenir les communautés locales contre les plantations d'arbres à grande échelle et contre les arbres GM, il a été souligné à plusieurs reprises que, pour un mouvement de défense des droits des peuples, il était tout à fait pertinent de lutter contre les plantations. Plusieurs membres de ce mouvement (FASE, FoE – CR, WRM, WALHI, Rede Alerta Contra o Deserto Verde, Acción Ecológica) qui ont participé à la rencontre ont témoigné d'un large éventail de plaintes portées par des peuples autochtones, des collectivités locales et sans terres, des organisations internationales et nationales, sur les graves violations des droits de l'homme et des droits communautaires que les plantations ont suscitées. De même, les effets dévastateurs des plantations sur la diversité de la flore et de la faune, sur l'eau et sur les sols, sont réapparus comme une constante dans tous les cas analysés et dans toutes les expériences racontées.

Les principes 1 et 2 de l'initiative MPA pour les forêts disent : « Les peuples qui habitent les forêts et qui en dépendent pour satisfaire leurs besoins élémentaires sont les véritables protecteurs et gouverneurs de ces forêts ; la protection des forêts requiert que les droits de ces populations soient garantis ». Le mouvement brésilien contre le désert vert, qui est l'un des membres fondateurs de l'Initiative de MPA pour les forêts, a précisé que les plantations établies dans les États d'Espírito Santo et Bahia du Sud ont transformé des terres fertiles, qui produisaient autrefois des cultures vivrières, en déserts verts peuplés d'eucalyptus ; au cours de ce processus, de nombreuses personnes et collectivités ont été expulsées de la région. Le conflit foncier soulevé par l'immense perturbation du paysage régional provoquée par les plantations d'entreprises telles qu'Aracruz Celulose, Suzano et Veracel, a poussé les communautés locales à revendiquer leurs terres et leurs droits pour pouvoir survivre. Le mouvement de Mumbai–Porto Alegre appuie pleinement les luttes des peuples indigènes, des communautés quilombola (constituées par des descendants d'esclaves) et des collectivités sans terres contre les plantations.

L'initiative MPA pour les forêts s'oppose à la marchandisation de la nature (principe 12) ; or, l'idée réductionniste que la principale fonction des arbres est de piéger du carbone est un exemple de tentative de marchandisation, destinée à justifier l'établissement de davantage de plantations.

Les gouvernements peuvent et doivent jouer un rôle à cet égard : protéger les intérêts de tous les citoyens du territoire, en faisant en sorte que tous les peuples et communautés se retrouvent dans un environnement propice à la participation et à l'expression de leurs propres besoins (principes 5 et 6). Malheureusement, chacun des cas présentés a démontré que les gouvernements sont souvent les catalyseurs de l'expansion des plantations et contribuent à laisser les populations locales démunies face aux intérêts des entreprises.

Un thème qui revient souvent dans les études de cas examinées est la participation systématique de la Banque mondiale, de l'OMC et de diverses IFI à la promotion et au financement des plantations dans le monde entier. Le mouvement de Mumbai–Porto Alegre pour les droits des peuples s'oppose à toute participation de ces acteurs à des politiques ou des projets favorables à l'expansion des plantations, en raison des nombreux exemples de destruction environnementale et humaine dans lesquels ils ont été impliqués (principe 11).

D'autre part, l'Initiative de Mumbai–Porto Alegre pour les forêts concerne aussi la lutte contre les plantations parce qu'elle apporte la vision de solutions de rechange qui seraient bénéfiques, aussi bien pour les communautés locales que pour les écosystèmes de forêt. Les mécanismes institutionnels destinés à donner aux communautés locales le contrôle des forêts ou de terres affectées à d'autres usages doivent évoluer et s'adapter aux besoins de chaque collectivité et aux caractéristiques écologiques des écosystèmes locaux ou régionaux où elles habitent (principe 3). Des méthodes différentes de l'exploitation forestière industrielle, développées et mises en oeuvre par les propres communautés, mettent en échec le modèle des monocultures d'arbres avec autant de vigueur que celui des monocultures de l'esprit, car elles rendent aux besoins des gens l'importance qu'ils doivent avoir pour leur avenir et pour la conservation de leurs forêts.

La destruction des forêts et leur substitution par des plantations a des conséquences négatives différentes pour les femmes ; ainsi, il est nécessaire de reconnaître « le rôle historique et la contribution positive des femmes à la gouvernance et l'entretien des forêts », tout comme il faut garantir « leur pleine participation à la prise de décisions » (principe 4).

La lutte pour les droits des populations locales à leurs terres et celle pour la conservation des écosystèmes de forêt sont étroitement liées à la lutte contre les plantations. L'Initiative de Mumbai–Porto Alegre pour les forêts peut être le point de confluence de ces combats et d'autres encore ayant trait aux forêts et aux droits des peuples qui en sont tributaires, les réunissant sur un terrain d'entente idéologique et politique, facilitant l'échange d'expériences, favorisant l'adoption de stratégies communes et la diffusion de bonnes pratiques.

Nous vous appelons tous à vous joindre à ce processus.

Le texte complet de l'Initiative de Mumbai–Porto Alegre pour les forêts est disponible sur : <http://www.wrm.org.uy/statements/Mumbai/index.html>.

Pour manifester votre solidarité avec les principes de ce mouvement ou pour demander des informations supplémentaires, veuillez vous adresser à : antonis@wrm.org.uy.

Antonis Diamantidis, Initiative de Mumbai–Porto Alegre pour les forêts, adresse électronique : antonisdiamantidis@gmail.com

* LA DÉCLARATION DE VITÓRIA

- Déclaration de Vitoria en appui des luttes des populations locales contre les plantations d'arbres à grande échelle

La déclaration suivante a été émise le 24/11/05 à Vitória, Espírito Santo, Brésil, lors d'une rencontre internationale destinée à soutenir les communautés locales contre les plantations d'arbres à grande échelle et contre les arbres GM. La réunion a été co-organisée par le Mouvement mondial pour les forêts tropicales, FASE-ES et Global Justice Ecology Project.

La ville de Vitória, au Brésil, doit son nom à la 'victoire' remportée par les colonisateurs portugais contre les habitants autochtones de la région. Aujourd'hui, ce nom a un sens tout à fait différent. Les peuples indigènes Tupinikim et Guarani ont repris les terres qui leur avaient été volées par le géant de la pâte à papier, Aracruz Celulose. Ils ont été rejoints dans leur combat contre cette société et ses usines par d'autres collectivités locales et des organisations de la société civile qui, grâce à leur union, ont réussi à affaiblir son pouvoir. Ainsi, ils sont devenus un symbole de victoire pour les peuples qui, partout au monde, luttent contre des entreprises du même genre.

De même, des peuples du monde entier sont en train de s'unir aux niveaux local, national et international, pour lutter contre les plantations d'arbres à grande échelle qui les privent de leurs moyens de subsistance et ravagent leurs terres.

Ces combats nous ont réunis à Vitória, Espírito Santo, Brésil, dans le but de renforcer les mouvements des populations locales contre les entreprises qui développent de grandes plantations d'arbres en régime de monoculture.

Ainsi, nous déclarons :

Nous soutenons les luttes des populations locales pour leurs droits fonciers et l'accès à la terre.

Nous soutenons les luttes des populations locales pour l'autonomie et l'autodétermination.

Nous soutenons les luttes des populations locales contre les plantations d'arbres à pâte et les usines de pâte.

Nous soutenons les luttes des populations locales contre les plantations de palmier à huile.

Nous soutenons les luttes des populations locales contre les plantations de puits de carbone.

Nous soutenons les luttes des populations locales contre les plantations de biomasse.

Nous soutenons les luttes des populations locales contre la certification des plantations d'arbres à grande échelle.

Nous soutenons les luttes des populations locales contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) et leur opposition à l'introduction d'arbres GM qui aggraveraient considérablement les effets des grandes plantations d'arbres sur les collectivités locales. Nous demandons donc une interdiction mondiale à l'introduction d'arbres GM dans l'environnement.

Les plantations d'arbres à grande échelle, qu'elles contiennent ou non des OGM, sont l'aboutissement d'un ensemble de mécanismes économiques mondiaux mis en mouvement par une série d'acteurs internationaux grâce auxquels les entreprises commerciales s'emparent des terres, de l'eau et de la diversité biologique des peuples pour augmenter leurs profits. En plus des sociétés de la pâte et du papier, les institutions internationales qui contribuent à priver les populations locales de leurs droits pour défendre les profits des entreprises et le modèle néolibéral sont les Institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement ; des organisations telles que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ; les banques commerciales, et les sociétés conseil en foresterie ; leurs actions ont l'appui des gouvernements nationaux.

Nous exigeons donc que les gouvernements nationaux cessent d'appliquer ce modèle de développement destructeur et qu'ils défendent les droits et les moyens de vie des populations, au lieu de les réprimer.

Nous exhortons les habitants du monde à se joindre à la lutte des populations locales qui défendent leurs droits, leurs terres, l'eau et la diversité biologique.

Voir la liste des signataires sur le site web du WRM, sous la rubrique [WRM Statements](#) »